

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

• Droits de l'Homme
Un fichier qui inquiète en France

La création d'un fichier regroupant les données personnelles de quasiment tous les Français suscite l'inquiétude dans le pays, si bien qu'un organe consultatif spécialisé dans le numérique a demandé lundi sa suspension. Ce fichier réunit dans une seule base les données (identité, couleur des yeux, domicile, photo, empreintes digitales...) des détenteurs d'un passeport et d'une carte d'identité nationale. Il pourrait à terme "conserver les données biométriques de près de 60 millions de Français dans une base centralisée" ce qui laisse "la porte ouverte à des dérives aussi probables qu'inacceptables", met en garde le Conseil national du numérique (CNN) dans un communiqué.

• Médias
Le Prince Harry dénonce un "harcèlement"

Le prince Harry a officialisé, hier, le nom de sa nouvelle petite amie, l'actrice américaine Meghan Markle, dans un communiqué de presse inhabituel qui dénonce "le harcèlement" et les propos racistes dont elle est victime. "Sa petite amie Meghan Markle a été l'objet d'une série d'abus et de harcèlement", écrit le palais de Kensington qui gère la communication du prince, confirmant, pour la première fois, la romance entre le fils cadet de Diana, âgé de 32 ans, et l'actrice méritante de 35 ans, connue pour son rôle dans la série télévisée "Suits: avocats sur mesure".

• Technologies

Dubaï-Abou Dhabi en 12 minutes !

D'ici quelques années, il ne faudra que 12 minutes pour faire les 150 km séparant Dubaï d'Abou Dhabi si le système futuriste de transport à grande vitesse Hyperloop voit le jour entre les deux grandes villes des Emirats arabes unis.

Le coup d'envoi de ce mode de transport futuriste a été lancé hier avec la signature d'un accord entre l'Autorité des routes et des transports (RTA) de Dubaï et l'entreprise californienne Hyperloop One.

• Retraite

Côte d'Ivoire: une grève bien suivie dans l'éducation

Les fonctionnaires ivoiriens ont entamé hier un mouvement de grève de 72 heures, largement suivi dans le secteur de l'éducation, en vue de dénoncer une réforme des retraites en Côte d'Ivoire qui baisse les pensions de 30 à 50%.

"Nous sommes satisfaits car l'éducation nationale, l'université qui représentent le plus gros effectif, est en grève", a déclaré à l'AFP un responsable du mouvement, Théodore Gnagna Zadi.

Rassemblés par R.H.A

Concours d'entrée à l'ENA

Un peu plus de trois cents postulants sur la ligne de départ

L'BON

Libreville/ Gabon

Uniquement ouvert aux candidats externes, le concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration se tient depuis hier et devra rendre son verdict final en fin de semaine prochaine.

TROIS cents candidats planchent depuis hier sur les épreuves du concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (ENA) qui forme des cadres de l'administration gabonaise. Les dissertations de culture générale, en ouverture et d'économie générale ou de droit public, dans l'après-midi, ont constitué les deux premières épreuves de la journée d'hier.

Celles-ci se poursuivent aujourd'hui par la dissertation sur l'intégration régionale et la coopération internationale, et l'anglais avant de prendre fin demain jeudi par le résumé de texte de droit public ou d'économie générale. La participation est très forte cette année. D'autant plus



Photo : L'BON

L'ENA accueille depuis hier les épreuves d'admission en son sein. Ils sont plus de 300 candidats à y prendre part.

que sur cinq-cent vingt-neuf dossiers reçus, trois-cent neuf ont été retenus par la commission y relative mise en place par le ministre de la Fonction publique. Il est donc à relever que d'année en année, la demande devient de plus en plus forte. Cela en raison de la qualité des enseignements dispensés dans cet établissement post-universi-

taire qui, depuis lors, s'est adapté aux standards internationaux en matière de formation, en vue d'offrir à notre administration des agents suffisamment bien formés. Comme lors des précédentes sessions, le nombre de places disponibles, soit trente, traduit, selon le Directeur de l'ENA, Anatole Tsioukaka, "la volonté affichée des

pouvoirs publics de former l'élite au sein de l'administration à l'ère de la mondialisation où seule la compétence prime". En rappel, l'ENA forme dans plusieurs filières, à savoir diplomatie, travail, gestion administrative, administration scolaire et universitaire, administration sanitaire et hospitalière et administration des collectivités locales.

Mais, la dernière citée n'est pas ouverte cette année.

Les délibérations des épreuves écrites, constituant le premier tour, sont attendues entre samedi et lundi prochains. Et l'affichage des résultats finaux aura lieu le vendredi 18 novembre courant. Ce, après la tenue des épreuves orales deux jours plus tôt.

Rencontre ministre de la Justice/Syndicat national des greffiers
Le Synagref expose ses problèmes à la tutelle



Photo : SNN

Des représentants du Syndicat national des greffiers et des collaborateurs du ministre de la Justice lors de la rencontre.

Christian G. KOUIGA

Libreville/Gabon

Cet échange, premier du genre, a permis au président de cette structure syndicale, Me Georges Boupenga, de présenter au nouveau garde des Sceaux, Alexis Boutamba Mbina, les maux qui minent la profession de greffier.

LA série de prises de contact initiée par le nouveau ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargé des Droits humains, Alexis Boutamba Mbina, avec les entités sous tutelle, se poursuit. Le tour est revenu, lundi dernier, au bureau directeur du Syndicat

national des greffiers d'être reçu. Occasion idoine pour son président actif, Me Georges Boupenga, de soumettre au nouveau garde des Sceaux les maux qui minent cette corporation. D'abord leur "reclassement". Les greffiers estiment qu'ils sont lésés dans ce sens par rapport à d'autres entités du corps judiciaire. Ils veulent aussi un statut particulier pour permettre à tous ceux qui veulent embrasser ce métier, difficile mais noble, d'avoir une bonne lisibilité de leur carrière administrative. Ils ont également parlé du deuxième concours interne des greffiers dont l'organisation tarde, de la carte professionnelle devenue

inexistante depuis deux ans, du paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP), de l'absence des responsables dans certains greffes, de l'état de délabrement des bâtiments de la Cour d'appel de Libreville qui abritaient le greffe social - celui-ci n'a plus de locaux. Puis, il y a la réorganisation des services judiciaires qui, selon le président du Synagref, serait, en grande partie, à l'origine des grèves à répétition déclenchées par leur organe. Parce qu'ils y notent, selon eux, une sorte de politique de "deux poids deux mesures" au titre des bonifications indiciaires. En réponse, le ministre de



Photo : SNN

Le garde des Sceaux, Alexis Boutamba Mbina.

la Justice s'est dit satisfait de la qualité des échanges. Il a ensuite demandé au syndicat de lui donner le temps nécessaire pour examiner, avec ses proches collaborateurs, les différents points à lui exposés, avant une nouvelle rencontre, à une date qui sera fixée de commun accord, pour des réponses plus précises.

Toute chose que le bureau directeur du Synagref a admise. Estimant qu'à peine nommé, le nouveau garde des Sceaux a justement besoin d'un peu de temps pour imprégner de la kyrielle des préoccupations du monde judiciaire. Un argument qu'il a promis de soumettre à sa "base" au cours d'une assemblée générale.